

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 11 septembre 2013

Direction de la police et des affaires militaires

**105 2013.0483 Interpellation 117-2013 Grimm (Berthoud, pvl)
Connaissances linguistiques des candidats et candidates à la naturalisation**

Numéro de l'intervention: 117-2013
Type d'intervention: **Interpellation**

Déposée le: 19.04.2013

Déposée par: Grimm (Berthoud, pvl) (porte-parole)

Cosignataires: 0

Urgente:

Date de la réponse: 03.07.2013
Numéro de l'ACE 932/2013
Direction: POM

Connaissances linguistiques des candidats et candidates à la naturalisation

1861 personnes ont été naturalisées dans le canton de Berne en 2012, à l'inclusion de 450 enfants. Pour être naturalisées, les personnes qui en font la demande doivent en temps normal avoir vécu douze années en Suisse, dont cinq dans le canton et trois dans la commune de domicile. C'est pourquoi on peut supposer qu'elles sont socialement intégrées et que la naturalisation marque dans ce sens la fin de la phase d'intégration. Une personne qui souhaite s'établir durablement en Suisse doit par conséquent maîtriser l'une des langues nationales suffisamment pour pouvoir s'exprimer face aux autorités et prendre part à la vie politique, économique et sociale. Les nouveaux Suisses et les nouvelles Suissesses doivent avoir la possibilité de prendre part aux élections et votations. Par exemple, leurs connaissances linguistiques doivent être de nature à leur permettre de lire et de comprendre les messages du Grand Conseil en vue des votations. Pour l'heure, le critère du niveau de langue requis est le niveau A1/A2. Dans d'autres cantons, le critère en vue de la naturalisation est le niveau A2/B1. Dans le canton d'Uri par exemple, les exigences sont formulées comme suit :

La personne requérante doit disposer de connaissances linguistiques suffisantes de la langue allemande pour pouvoir s'exprimer et comprendre dans ses contacts avec les autorités, les concitoyens et les concitoyennes. Hormis les cas où la maîtrise de la langue ne fait aucun doute (langue maternelle allemande, cinq années au moins d'école en Suisse alémanique), le niveau de compétence doit correspondre au niveau B1 (oral) du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR). [trad.]

Dans le canton de Bâle, les exigences sont les suivantes :

Les niveaux de compétences linguistiques suivants du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) doivent être attestés :

- Expression orale, niveau de compétences B1
- Expression écrite, niveau de compétences A2.1

— Lecture, niveau de compétences A2.2[trad.]

Le canton de Zurich pose les exigences suivantes :

Les critères appliqués en matière de compétences linguistiques se réfèrent aux quatre niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) :

Ecoute : B1.1

Lecture : A2.2

Expression écrite : A2.1

Expression orale : B1.1

Les niveaux de maîtrise exigés se fondent sur les recommandations de l'Office fédéral de la migration du 15 juin 2009 [trad.].

Quant à l'Allemagne, les conditions sont les suivantes :

Les connaissances linguistiques entrent dans les conditions d'accèsion à la citoyenneté en Allemagne. Les connaissances sont jugées suffisantes quand la maîtrise de la langue allemande de la personne demandant la naturalisation est attestée par un certificat de niveau B1 (selon le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR). [trad.]

Dans le canton de Berne, on constate souvent que des personnes qui ont engagé une procédure de naturalisation ont de graves difficultés avec la langue. Elles comprennent mal et s'expriment à peine dans la langue officielle de leur commune. Il en résulte que ces personnes accèdent certes au droit de cité, mais sans pouvoir s'intégrer.

Le niveau de maîtrise linguistique B1 inclut les compétences suivantes :

« Peut comprendre les points essentiels quand un langage clair et standard est utilisé et s'il s'agit de choses familières dans le travail, à l'école, dans les loisirs, etc. Peut se débrouiller dans la plupart des situations rencontrées en voyage dans une région où la langue cible est parlée. Peut produire un discours simple et cohérent sur des sujets familiers et dans ses domaines d'intérêt. Peut raconter un événement, une expérience ou un rêve, décrire un espoir ou un but et exposer brièvement des raisons ou explications pour un projet ou une idée. » (source : Guide en matière de procédure de naturalisation, p.17, n° ISCB: 1/121.1/1.1)

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif sait-il que les personnes naturalisées ont souvent de mauvaises connaissances linguistiques ?
2. Que pense-t-il faire pour que la situation change et que les personnes demandant la naturalisation soient amenées à acquérir de meilleures connaissances linguistiques ?
3. Combien de demandes de naturalisation ont-elles été refusées dans le canton de Berne ces dernières années au motif de connaissances linguistiques insuffisantes ?
4. Le gouvernement voit-il la nécessité d'adapter les critères de l'analyse des compétences linguistiques (pour les allophones) ?
5. Que penserait le Conseil-exécutif d'un relèvement des niveaux d'exigences du niveau A1/A2 au niveau A2/B1, par exemple ?
6. S'il s'oppose au relèvement des niveaux d'exigences, quelles mesures le Conseil-exécutif préconiserait-il pour améliorer la maîtrise de la langue des candidats et candidates à la naturalisation et donc favoriser leur intégration ?
7. La loi sur l'intégration que le Grand Conseil a adoptée à la session de mars 2013 introduit l'obligation de suivre un cours de langue sanctionné par une attestation. Quelle forme le Conseil-exécutif prévoit-il pour cette attestation, et cette dernière pourrait-elle servir éventuellement aussi pour les personnes demandant la naturalisation ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les personnes désirant être naturalisées dans le canton de Berne doivent soumettre, au moment du dépôt de leur demande auprès de la commune, une attestation ou un diplôme prouvant qu'elles disposent de connaissances linguistiques dans la langue de l'arrondissement administratif concerné d'un niveau A2 (au minimum) du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR). L'affirmation contenue dans l'interpellation selon laquelle seul un niveau A1/A2 serait requis est donc erronée.

Il est possible de déposer une demande de naturalisation après au moins douze ans de résidence en Suisse dont deux dans le canton et la commune. Les durées évoquées dans l'interpellation (cinq ans de résidence dans le canton et trois dans la commune) sont donc elles aussi inexacts et ne correspondent pas à la réglementation en vigueur dans le canton de Berne.

1. Les personnes naturalisées dans le cadre d'une procédure ordinaire doivent disposer d'un niveau linguistique A2 au minimum, ce qui ne saurait être qualifié de très mauvais, mais plutôt de suffisant.
2. Le Conseil-exécutif a toutefois reconnu qu'un niveau A2 (connaissances suffisantes) pouvait être considéré comme plutôt bas pour ce qui est de l'oral. Il s'est donc dit favorable au relèvement de ce niveau à B1 dans sa réponse à la motion 038-2013 Gfeller (Rüfenacht, PEV), « Niveau linguistique exigé pour la naturalisation » (ACE 619/2013 du 15 mai 2013).
3. Les demandes de naturalisation sont soumises dans un premier temps aux communes, qui évaluent, entre autres, les capacités de communication des personnes candidates. Une fois la décision communale rendue, les demandes sont transmises au canton, qui ne procède pas, pour sa part, à un second examen des connaissances linguistiques. Les autorités cantonales ne sont donc pas en mesure de répondre à cette question.
4. à 6. Le Conseil-exécutif est favorable au relèvement du niveau linguistique (cf. point 2). En cas d'adoption de la motion 038-2013 Gfeller conformément à la proposition du Conseil-exécutif (ACE 619/2013), la question 6 ne sera plus pertinente.
7. La convention d'intégration visée à l'article 10, alinéa 1 de la loi sur l'intégration de la population étrangère (loi sur l'intégration, LInt) mentionne l'obligation de suivre et d'achever un cours de langue ou toute autre mesure nécessaire selon le droit de séjour. Au cours de sa séance du 12 février 2013, la commission consultative du parlement s'est penchée sur l'interprétation à donner à cette obligation et a recommandé que la LInt ne mentionne pas seulement l'obligation de suivre, mais aussi d'achever un cours de langue. En revanche, afin de tenir compte de la situation de chaque personne concernée, elle a renoncé à exiger que le cours soit achevé avec succès, et donc qu'un certain niveau soit atteint.

Cette première phase du processus d'intégration tient compte des capacités et des ressources individuelles de la personne devant s'intégrer. L'obligation de suivre et d'achever un cours de langue visée à l'article 10, alinéa 1 LInt a pour objectif principal d'inciter la personne à fréquenter régulièrement le cours (sa présence est contrôlée) et à y participer activement.

Cette obligation contenue dans la convention d'intégration ne saurait s'appliquer aux procédures de naturalisation. L'instrument en question ne contient aucune information sur le niveau linguistique atteint: il ne fait qu'attester de la fréquentation régulière et de la participation active au cours.

Délibération groupée

Le président. Wie gesagt ist Herr Grimm befriedigt von der Antwort des Regierungsrats auf seine Interpellation und gibt keine Erklärung ab. Nun hat Herr Gfeller das Wort für die Begründung seines Vorstosses. Anschliessend folgen die Fraktionserklärungen zum Traktandum 104.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Vor vielen Jahr habe ich in Worb eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen, die aufzeigen sollte, wie die Integration der ausländischen Wohnbevölkerung verbessert werden kann. In dieser Arbeitsgruppe stellte man sehr schnell fest, dass die Sprache das Wichtigste und eigentlich einzige Instrument ist, um die Integration zu gewährleisten. Integration kann nur stattfinden, wenn die mündlichen Sprachkenntnisse dies erlauben. Erst wenn man mit dem Nachbarn, mit der Nachbarin, mit einem Schweizer, mit einer Schweizerin regelmässigen, einigermaßen normalen Austausch pflegen kann, wird Integration möglich. Dies kann kein noch so guter Einbürgerungskurs ersetzen. Dafür braucht es jedoch ein bisschen mehr, als das Sprachniveau A2.

Der Mann, der mein Büro putzt, kann kurze deutsche Sätze sprechen und auch häufige kurze Ausdrücke verwenden. Das heisst, er kann sich kurz zum Wetter äussern und sich auch in routinemässigen Situationen verständigen. So sagt er zum Beispiel, er lösche für mich das Licht und schliesse mein Büro. Das heisst, er beherrscht das Sprachniveau A2, und wir haben ihn deshalb vor ein paar Jahren eingebürgert. Ich versuche ab und zu, mit ihm ins Gespräch zu kommen. Er versucht auch, mir von seinen Kindern zu erzählen, aber er scheitert jeweils an der Sprache. Ich sehe ihn häufig, doch ich weiss kaum etwas von ihm. Mich würde interessieren, was er mir über seine Familie oder über seine Geschichte erzählen möchte. Aber dies ist nicht möglich. Daher bleiben wir uns fremd.

Aus meiner Sicht tun wir diesen Menschen keinen Gefallen, wenn wir uns zu rasch zufrieden geben. Aus unserer Sicht ist es wertvoll, wenn wir von diesen Leuten einen gewissen Effort verlangen und für eine Einbürgerung mündliche Sprachkenntnisse auf dem Sprachniveau B1 voraussetzen. Wir wollen diese Leute damit in keiner Art und Weise plagen. Aber wir sind der Meinung, dass Leute nur dann heimisch werden können, wenn sie auch mit den Schweizerinnen und Schweizern sprechen können.

Wir fordern daher, dass einbürgerungswillige Leute die Amtssprache beherrschen müssen, die am Wohnort gebräuchlich ist. Vor einigen Jahren haben wir eine italienische Frau eingebürgert, die schon lange in der Schweiz wohnt, aber kein Wort Deutsch sprechen konnte. Weil sie jedoch die italienische Landessprache beherrscht, mussten wir sie einbürgern oder konnten wir sie einbürgern. Aber ich bezweifle sehr stark, dass diese Frau integriert war. Darum ist es für uns wichtig, dass die Leute diejenige Landessprache beherrschen, die am Wohnort gesprochen wird. Es ist schliesslich völlig klar, dass nicht alle Leute fähig sind, das Niveau B1 zu erreichen. Damit Diskriminierungen vermieden werden, sollen die Anforderungen bei Behinderten oder bei Menschen mit Lernschwierigkeiten herabgesetzt werden. Es freut mich ausserordentlich, dass das Bildungszentrum Interlaken und die Schlossbergschule Spiez, wo du arbeitest, Andreas Blaser, seit einigen Jahren erfolgreich Kurse für einbürgerungswillige Personen anbieten, darunter eben auch Sprachkurse A2 und B1 für mündliche Sprachkenntnisse. Ich denke, dies ist der richtige Weg. Doch ich bin erstaunt, dass von deiner Seite her, Res, Widerstand gegen diese Motion kommt. Aber wir werden ja noch hören weshalb. Ich bitte Sie, diese Motion zu unterstützen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen.

La vice-présidente Béatrice Struchen prend la direction des délibérations.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Zuerst möchte ich der Regierung für ihre Antwort auf meine Interpellation danken. Sie deckt sich mit dem Verlangen der Motion Gfeller. Ebenfalls bedankt sich die glp-CVP-Fraktion für die Antwort zur Motion. Sie ist auf unserer Linie, weil wir der Meinung sind, wer sich einbürgern will, muss sich auch mit uns verständigen können. Zwölf Jahre sind solche Menschen in der Schweiz, zwei Jahre in der Gemeinde und im Kanton. In diesen Jahren haben sie Zeit, unsere Sprache zu lernen. Das ist ganz, ganz wesentlich. Wir möchten mit ihnen auf Augenhöhe sprechen, denn wie sonst können wir uns überhaupt verständigen, wie auch Klaus

Gfeller gesagt hat. Sie bekommen einen Attest, der so aussieht (*Monsieur Grimm montre une copie du document à l'assemblée*). Im Original sieht es natürlich schöner aus. Mittels Kreuz wird das erreichte Niveau markiert: A1, A2 oder noch nicht erreicht. Wir möchten neu, dass man diese jetzt eben mündlich, und nur mündlich, auf B1 anhebt: also A2 schriftlich und B1 mündlich. Dies ist meines Erachtens absolut möglich. Ich möchte Ihnen kurz zitieren, was ein B1 bedeutet: Kann die Hauptpunkte verstehen, wenn klare Standardsprache verwendet wird, und wenn es um vertraute Dinge aus Arbeit, Schule, Freizeit usw. geht. Oder kann die meisten Situationen bewältigen, denen man auf Reisen im Sprachgebiet begegnet usw.

Sie müssen also nicht irgendwelche hohen Sekundarschul-Anforderungen verstehen, sondern alltägliche Situationen. Ich gebe selber Einbürgerungskurse an der kaufmännischen Berufsschule, und wenn ich dort mit Einbürgerungswilligen spreche, fällt mir immer wieder auf, dass sie mich gar nicht verstehen. Wir sprechen beispielsweise über das politische System und ich frage langsam und hochdeutsch: «Wie ist es bei Ihnen, in Ihrem Land?». Und dann kommt bei vielen einfach ein freundliches Lächeln zurück. Dies heisst, ich habe dich nicht verstanden, es stimmt wohl schon, was du sagst. Diese Leute können sich nicht integrieren; das ist gar nicht möglich. Der glp-CVP-Fraktion geht es absolut nicht darum, Einbürgerungen zu verhindern – darum geht es überhaupt nicht. Aber wir wollen auf gleicher Augenhöhe mit ihnen sprechen können. Das Bundesamt für Migration empfiehlt schon lange, dass man A2 / B1 im Sprachstandard haben soll. Baselland, Baselstadt, Uri, Solothurn und Zürich verlangen dies schon. Auch Deutschland fordert den europäischen Sprachstandard B1. Im Sinne eines besseren sprachlichen Verständnisses mit unseren einbürgerungswilligen – im Moment noch – Ausländern bitte ich Sie auch im Namen der glp-CVP-Fraktion, diese Motion zu überweisen.

Andreas Blaser, Steffisbourg (PS). Auch für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist unbestritten, dass die Sprache zentral, ja sogar der wichtigste Faktor für die Integration von Menschen fremder Zunge und fremder Kultur ist. Frage ist nur, welcher Sprachstand für die Erlangung des schweizerischen Bürgerrechts sinnvoll und angepasst ist. Wir wissen, seit dem Jahr 2009 wird die Sprachfähigkeit von einbürgerungswilligen Personen flächendeckend mit einer Sprachstandanalyse ermittelt. Mit meiner Schule im Berner Oberland habe ich damit, in Zusammenarbeit mit der Stadt Thun und Gemeinden aus dem Oberland, bereits drei Jahre vorher begonnen. So wird also bereits heute A2 gefordert, wie es in der Einbürgerungsverordnung (EbüV) Artikel 11 Buchstabe b geregelt ist. Zwar wird nicht ausdrücklich von A2 gesprochen, aber die Verständigungsfähigkeit in einer Amtssprache im jeweiligen Verwaltungskreis wird gefordert: genügend Sprachkenntnisse zur Verständigung mit Behörden, Mitbürgerinnen und Mitbürgern. Davon befreit ist, wer den Sprachstand A2 durch einen Attest belegen kann. Aus unserer Sicht hat sich diese Regelung bewährt, denn sie garantiert, dass die eingebürgerten Personen sich in Gesellschaft, Wirtschaft und im täglichen Leben verständigen können. Wer entsprechende Kurse leitet, respektive diese Sprachstandanalyse durchführt, kann das bestätigen.

Die Frage ist nun, welche Auswirkungen die Erhöhung von A2 auf B1 hat. Für uns ist es relativ einfach. Ein Buchstabe höher im Alphabet und eine Ziffer tiefer bei den numerischen Grössen: also A2, B1. Ich wage zu behaupten, dass sich hier im Grosse Rat wohl niemand so richtig vorstellen kann, was das bedeutet. Von Christoph Grimm und von Niklaus Gfeller wurde bereits gesagt, welche Folgen die Sprachniveaus A1, A2, B1, B2 und C1, C2 haben. A2 ist das, was ein Realschüler nach 5 Jahren Französisch ungefähr können sollte. Ob das alle erreichen, bezweifle ich. B1 ist das, was ein Sekundarschüler nach fünf Jahren Französisch auf der Sek. I erreichen sollte. Hier merken wir schon, dass offen ist, ob diese Lernziele von allen erreicht werden. Ein weiteres Beispiel sind KV-Lernende; sie schliessen Ausbildung in den Fremdsprachen Englisch und Französisch auf dem Niveau B1 ab. Aus meiner Sicht kommt man mit A2 durchs Leben. Es ist klar, dass man komplexe politische Zusammenhänge damit nicht erklären kann. Doch Bauarbeiter, Putzfrauen oder andere Leute, die wir in der Wirtschaft brauchen, sind nicht gleichermassen sprachgewandt.

Für mich ist auch entscheidend, welcher Mehraufwand entsteht. Damit jemand sich von A2 auf B1 verbessern kann, braucht es rund 300 Stunden Lernaufwand, also der Besuch eines dreijährigen Kurses mit zwei Wochenstunden. Wir dürfen nicht vergessen, dass es sich um Leute handelt, die arbeiten und am Abend lernen müssen. Sie haben Familie und ein solcher Kurs ist sehr, sehr aufwendig. Mit dieser Erhöhung werden wir meines Erachtens letztlich vor allem Leute aus bildungsfremden Schichten benachteiligen oder Frauen, die nicht im Arbeitsprozess sind. Nach meiner Erfahrung lernen viele Leute beim Arbeiten Deutsch. Es ist natürlich nicht das Deutsch, das

wir beherrschen. Aber ich habe einmal mit einem Bauarbeiter einen Test durchgeführt. Er konnte mir die Abläufe beim Bau in bestem Deutsch perfekt schildern. Doch Anderes konnte er sprachlich nicht darstellen. Aber er hat bewiesen, dass er integriert ist, denn er kann ja seine Arbeit ausüben. Ich bezweifle, dass man mit der Erhöhung, welche die Motion fordert, aus den Einbürgerungswilligen wirklich bessere Schweizerinnen und Schweizer schaffen wird. Auch hier ist Augenmass angesagt. Auf dem Papier sieht es wie ein Fortschritt aus, aber in Tat und Wahrheit werden wir nicht bessere Schweizer hervorbringen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion steht zum Sprachniveau A2. Wir stehen auch dazu, dass dieses Sprachniveau wichtig ist und überprüft werden muss. Aber es genügt.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Vor kurzem habe ich in einer grösseren Wochenzeitung einen Text gefunden, der mir zu dieser Motion passend erscheint. «Willkommen im Paradies. Wer in ein Land einwandert, muss die Sprache erlernen, die Ordnung einhalten und die Gebräuche beachten. In der Schweiz nicht. Die Gesetze zur Integration der Ausländer, die Bund und Kantone erlassen, fordern wenig und fördern vieles, mit den Millionen der Steuerzahler.» Grundsätzlich geht es bei dieser Motion darum, dieselbe Regelung einzuführen, die in andern Kantonen schon längst gilt. Weiter sollen Einbürgerungswillige an einem Einbürgerungskurs oder an einem Elterngespräch in der Schule mitreden können. Dafür ist A2 ganz klar zu tief und für mich persönlich dürfte man sogar noch weiter gehen.

Im Kanton Uri beispielsweise muss die gesuchstellende Person über ausreichende Kenntnisse der deutschen Sprache für die Verständigung mit Behörden, Mitbürgerinnen und Mitbürgern besitzen. Im Kanton Basel sind die folgenden Kompetenzstufen zu erfüllen: im mündlichen Ausdruck B1 und im schriftlichen Ausdruck A2. Nicht ganz unproblematisch sind die Ausnahmen bei den Lernschwierigkeiten in der Motion geregelt. Ich hoffe, dass nicht plötzlich alle Lernschwierigkeiten geltend machen und die Gemeinden zu viele Einbürgerungen vornehmen werden. Gemäss Antwort des Regierungsrats sind die Gemeinden im Festlegen des erforderlichen Sprachniveaus grundsätzlich frei und können bereits heute B1 verlangen. Meines Erachtens müssen wir diese Motion trotzdem überweisen, denn bei einem Rekurs wäre wohl mündlich B1 nicht durchsetzbar. Das Ermessen der Gemeinden, höhere Anforderungen zu stellen, würde wohl von den Gerichten verneint werden.

Ich denke, die genannte Forderung ist ein Schritt in die richtige Richtung, und es ist wirklich nicht zu viel verlangt, wenn wir das Sprachniveau B1 einführen. Wie Grossratskollege Grimm schon darlegte, muss dazu Folgendes erfüllt werden: kann Hauptpunkte verstehen, kann die meisten Situationen bewältigen, kann sich einfach und zusammenhängend über vertraute Themen äussern. Wenn wir solche einfachen Forderungen für das Erlangen des Bürgerrechts nicht fordern wollen, dann verstehe ich die Welt nicht mehr. Leider passiert es immer noch, dass Menschen nicht genügend integriert sind, unsere Sprache zu wenig kennen und trotzdem den Schweizer Pass erhalten. Dieser soll jedoch die Krönung einer gelungenen Integration sein und das dürfen wir nicht leichtfertig vergeben. Die SVP-Fraktion ist bereit, dieser kleinen Verschärfung zuzustimmen und hofft auf eine korrekte Umsetzung in den Gemeinden.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). In der grünen Fraktion haben wir diese Motion lange diskutiert, und wir haben keine grosse Mehrheit erreicht, die der Motion zustimmt. Eine beachtliche Minderheit lehnt sie ab. Auch diejenigen, die zustimmen, haben in der Diskussion ziemlich grosse Skepsis oder gewisse Vorbehalte ausgedrückt.

Im Moment haben wir ja keine Gesetzesbestimmung, die ein bestimmtes Sprachniveau für eine Einbürgerung vorschreibt. Der Kanton Bern verlangt allerdings das Niveau A2 für das Kantonsbürgerrecht. Nun möchte diese Motion das Sprachniveau im mündlichen Bereich auf B1 anheben. Die grüne Fraktion ist grundsätzlich auch der Meinung, dass Leute eine Landessprache beherrschen müssen, wenn sie sich einbürgern lassen wollen. Wir sind auch der Meinung, dass es nicht ausreicht, wenn nur der Familienvater oder nur die Kinder diese Sprache gut sprechen können. Aber die Sprache ist nicht der einzige Faktor, der für eine gelungene Einbürgerung wesentlich ist. Es gibt noch ganz andere Bereiche des Lebens in einem Land als die Sprache. Ausserdem dürfen wir in der Deutschschweiz nicht unterschätzen, dass Fremdsprachige bei uns eigentlich zwei Sprachen lernen müssen: Im Alltag sind sie mit dem Schweizerdeutschen konfrontiert während sie im Sprachkurs die Standardsprache Hochdeutsch lernen. Für uns ist das selbstverständlich, weil wir damit aufgewachsen sind, aber für andere ist es eine sehr grosse

Herausforderung. Die Sprache, die sie brauchen um den Sprachtest zu bestehen, können sie im Alltag nicht üben.

In diesem Sommer war ich zum dritten Mal in England, weil ich seit einigen Jahren Englisch lerne. Ich gehe dort jeweils in eine kleine Sprachschule, welche keine Anfänger annimmt. Sie starten etwa bei Niveau A2. Gerade in diesem Sommer nahmen aussergewöhnlich viele Leute aus Spanien und Italien teil. Es waren Studentinnen und Studenten, die in ihren Semesterferien Englisch lernen, weil sie hoffen, mit Hilfe guter Englischkenntnisse eine Chance zu haben, später eine Stelle ausserhalb Italien oder Spanien zu finden. Ich habe sie gefragt, weshalb sie nicht Deutsch lernen würden, und mehrere von ihnen haben mir erzählt, sie hätten angefangen deutsch zu lernen, weil Deutschland im Moment ein sehr attraktives Zielland für potenziell arbeitslose, spanische oder italienische Akademikerinnen sei. Doch sie hätten resigniert, wegen der Schwierigkeiten der deutschen Sprache. Sie sagten, es sei unmöglich, auf ein Niveau B2 oder C1 zu kommen, das sie benötigen, um irgendwo auf akademischem Niveau einzusteigen.

Wir Grünen sind sehr einverstanden mit dem, was Andreas Blaser vorher gesagt hat. Mit diesem schrittweisen Anheben des Sprachniveaus werden weniger bildungsnah und bildungserfahrene Leute diskriminiert. Für Akademikerinnen und Akademiker oder für Leute, die es gewohnt sind, Sprachen zu lernen, ist es kein Problem B1 zu erreichen. Diese werden auch mit Leichtigkeit ein B2 erreichen. Aber vielen Leute, die in ihrer Kindheit und Jugendzeit nicht lange in die Schule gingen, fehlt die Übung, eine Sprache so gut zu lernen. Klar steht in der Motionsantwort, dass es weiterhin Ausnahmen geben wird. Ich erwarte, dass sich diese Ausnahmen zukünftig häufen oder dass man bei den Sprachtests eineinhalb Augen zudrücken muss, falls man jetzt dieses B1 annimmt. Man kann ja nicht einer ganzen Familie die Einbürgerung verweigern, nur weil die Mutter auf dem A1 oder A2 stehen geblieben ist.

Andreas Blaser hat vorhin erwähnt, was ein Sekundarschüler oder eine Sekundarschülerin im Kanton Bern erreicht. Auf Gymnasiumniveau, also wenn man noch vier Jahre länger Englisch und Französisch hatte, kommt man etwa auf ein B2. Dies einfach, damit dass sie sich etwa vorstellen können, wo B1 angesiedelt ist. Die grüne Fraktion nimmt knapp mehrheitlich und mit gewissen Vorbehalten die Motion an.

Le président Bernhard Antener reprend la direction des délibérations.

Vania Kohli, Berne (PBD). Ich kann mich sehr kurz fassen. Die glp-CVP-Fraktion hat sämtliche Argumente dargelegt, die auch für die BDP gelten, und die BDP empfiehlt Ihnen einstimmig, diese Motion anzunehmen.

Le président. Es gibt keine weiteren Fraktionserklärungen. Gibt es noch Einzelsprechende? – Herr Sancar hat sich gemeldet. Danach hat der Motionär das Wort und anschliessend der Herr Polizeidirektor.

Die Motion Bhend, Traktandum 106, wurde zurückgezogen. Wir haben danach noch sechs Interpellationen; drei davon mit einer Erklärung. Wir könnten vor dem Mittag die Geschäfte der Polizeidirektion noch abschliessen, wenn wir uns ein bisschen Mühe geben. Herr Sancar hat das Wort.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Mit Unbehagen stelle ich fest, dass nach einer Verschärfung der Einbürgerungskriterien verlangt wird. Gründe dafür gibt es für den Motionär offenbar genügend: Eingliederung in die schweizerischen Verhältnisse, mit den schweizerischen Lebensgewohnheiten, Sitten, Gebräuchen usw. vertraut sein. Allerdings definiert er nicht, was damit gemeint ist. So kann berechtigterweise gefragt werden, ob die Sitten in Bern, im Oberland und in der Reitschule dieselben sind und welche von diesen denn die Schweizerischen Sitten ausmachen. Gibt es sie denn überhaupt so festgeschrieben? Der Interpellant verlangt auch nach einer Verschärfung, damit die neuen Schweizerinnen und Schweizer Abstimmungsbotschaften lesen und verstehen können. Doch was heisst das, wenn sogar Uniprofessoren über die Bedeutungen dieser Texte streiten. Er vergisst, dass Auslandschweizerinnen keine nationale Sprache sprechen und er liefert uns nicht korrekte Informationen, wie übrigens auch der Regierungsrat feststellt.

Sprachkenntnisse sind ohne Zweifel ein Reichtum, eine Ressource. Das steht nicht zur Diskussion. Wir sind stolz darauf, dass unser Kanton bilingue ist, obwohl wir einen teuren Übersetzungsdienst brauchen, dessen Notwendigkeit ich übrigens nicht bestreite. Die Rolle der Sprache in der Integrationsdebatte wird jedoch oft überschätzt. Integrationsprozesse verlaufen zum Teil sehr

unterschiedlich, sind nicht abschliessend definiert und werden oft auch falsch interpretiert und gewertet. Der Erwerb von neuen Sprachen und deren Weiterentwicklung hängen vom Alter ab, von der Bildungsbiografie, vom Beruf, von der sozialen Einbettung usw. Es gibt auch Menschen mit einem Trauma, die unter massiven Konzentrationsstörungen leiden.

MigrantInnen arbeiten in körperlich stark belastenden Tätigkeiten, umgeben von andern MigrantInnen, zum Beispiel auf der Baustelle oder im Gastgewerbe. (*Der Präsident läutet die Glocke.*) Am Abend sind sie erledigt und müssen am Morgen wieder früh auf der Baustelle sein oder in der Küche stehen. Für Spracherwerb bleibt weder Zeit noch viel Energie. Oft sind ihre Bildungserfahrungen gering, was die Erweiterung der Sprachkenntnisse erheblich erschwert. Wenn jemand nach zwölf Jahren die Grenze von Niveau A2 nicht überschreiten kann, hat das nicht einfach mit Faulheit oder Unwille zu tun, sondern mit der Situation, aus der heraus sich jemand einbürgern möchte. Wollen wir wirklich diese Leute, die aus verschiedenen Gründen im Leben ohnehin benachteiligt sind, auch aus dem Einbürgerungsprozess ausschliessen? Der Grosse Teil der Einbürgerungswilligen beherrscht die Sprache gut. Ein Teil ist sogar hier in die Schule gegangen. Niveau A2 muss bleiben, im Wissen darum, dass es ohnehin nur in Ausnahmefällen zum Tragen kommt. Mit Verschärfungen schliessen wir genau diejenigen Leute aus, die bereits vielfältige Benachteiligungen erfahren haben. Das halte ich für völlig unangemessen. Eher sollten wir auf eine einschliessende Praxis setzen und für die wenigen Ausnahmen nicht neue Hürden einbauen. Ich bitte Sie, die Motion nicht anzunehmen.

Le président. Herr Gfeller verzichtet auf Wort. Dann hat der Herr Regierungsrat das Wort. Anschliessend stimmen wir ab und behandeln danach noch die weiteren Interpellationen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Die Antwort der Regierung scheint mir an sich schlüssig. Sie haben auch gesehen, dass das Sprachniveau bereits mehrmals umstritten war. So verlangte beispielsweise die Motion Hess (SVP) im November 2010 die Vereinheitlichung. Sie wurde hier im Grossen Rat abgelehnt. Die vorliegende Motion geht in die ähnliche Richtung, aber sie ist etwas differenzierter formuliert. Die Regierung ist der Auffassung, dass die Unterscheidung zwischen mündlichen und schriftlichen Kompetenzen Sinn macht. Es geht nach der Auffassung der Regierung auch nicht darum, irgendjemanden zu benachteiligen. Primär hat jeder Mensch, der hierher kommt, die Chance, sich einbürgern zu lassen, und ich glaube, wir sind uns weitgehend einig, dass er dabei gewisse Anforderungen erfüllen soll. Es geht also in keiner Art und Weise darum, jemanden zu benachteiligen. Aber Einbürgerungswillige sollen zeigen, dass sie sich um die Integration wirklich bemühen, und dann ist vielleicht die Unterscheidung zwischen mündlicher und schriftlicher Kompetenz ein Element, das in die richtige Richtung geht. Ich beantrage Ihnen im Namen der Regierung Annahme dieser Motion.

Le président. Wir sind am Schluss der Debatte und können bereinigen. Wer die Motion Gfeller annehmen will, stimmt Ja. Wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2013.0087, motion Gfeller)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 101

Non 21

Abstentions 11

Le président. Sie haben die Motion überwiesen. Damit sind die beiden Geschäfte beraten.